

[Text]

bricklayers, carpenters, millwrights and so on. Their representative said that when they are unemployed they do not want retraining; they are already fully trained. What they want is enough money to pay the rent and buy their groceries until the economy comes back.

• 1735

I referred to Sudbury last week because it was very interesting to show that these people were not chronically unemployed. They told us in Sudbury that in 1982, when the world nickel price went away down, 7,000 workers were laid off from Falconbridge and International Nickel in Sudbury, and that led to 3,000 more being laid off in the city of Sudbury. Almost 10,000 people were laid off. They said that if it were not for the unemployment insurance system the whole city would have gone down the tubes, including a lot of small businesses. What happened is that, with unemployment insurance being there and these workers collecting it for one year—that is one year—they kept the community going. The cashflow was kept in the community. People bought their groceries, bought their clothes, had their hair cut, bought gas for their cars, etc., and it kept the economy rolling at a certain level.

You are representing small business. I ask you again, do you not see this aspect of unemployment insurance? It is not only good for the workers; it is good for communities when times get hard, when nickel prices or oil prices go down, which is beyond the control of the community.

Mr. Eastcott: Yes, we see that aspect. We see it very clearly—in fact, maybe in a bigger perception than what you are trying to focus it into. The people in Sudbury who work with Inco and Falconbridge had in many cases been employed continuously for a number of years and had paid into the unemployment insurance, and as contributors to an insurance plan they deserved those benefits. They are not the ones we are talking about when we are talking about the boroughs of Toronto. I think you have to clearly define what you are talking about when you are talking about who is going to benefit. If a worker, by no fault of his or her own, is unemployed and has paid into the plan, he or she deserves to collect from that plan. If it goes beyond the process of the plan and you start to get an economic geographical situation—and Sudbury is very much a one-sector town, a nickel-mining town, and I am very familiar with it, I have spent a fair amount of my time there—then you have a special consideration.

But you cannot build these adjustments into an all-encompassing act, and you cannot expect a significant portion of Canadians to continue paying more and more

[Translation]

pendant trois ou quatre ans, comme des électriciens, des plombiers, des briqueleurs, des charpentiers, des mécaniciens en machinerie. Leurs représentants nous ont indiqué que lorsqu'ils sont au chômage ils ne veulent pas suivre de programmes de recyclage; ces travailleurs on reçu toute la formation nécessaire. Ils veulent obtenir assez d'argent pour payer le loyer et l'épicerie jusqu'à ce que l'économie se rétablisse.

Si j'ai fait allusion à notre voyage à Sudbury la semaine dernière, c'est parce que j'ai trouvé que c'était un exemple intéressant qui démontre bien que les gens là-bas n'étaient pas des chômeurs chroniques. On nous a dit à Sudbury qu'en 1982, lorsque le prix mondial du nickel a chuté, 7,000 travailleurs ont été mis à pied par Falconbridge et l'*International Nickel*, ce qui a entraîné 3,000 autres mises à pied dans la ville de Sudbury. Presque 10,000 personnes ont perdu leur emploi. On nous a dit que sans le Régime d'assurance-chômage, toute la ville serait allée à vau-l'eau, y compris beaucoup de petites entreprises. Grâce à l'assurance-chômage, ceux qui avaient perdu leur emploi avaient droit aux prestations pendant un an—et je dis bien un an—et c'est ce qui a permis à Sudbury de continuer à fonctionner. La population disposait de certaines liquidités. Les gens pouvaient acheter leur épicerie, leurs vêtements, et pouvaient se faire couper les cheveux, acheter de l'essence pour leurs voitures, etc, et tout cela a permis à l'économie de continuer à fonctionner à un certain niveau.

Vous représentez la petite entreprise. Je vous demande de nouveau si vous ne jugez pas que cet aspect de l'assurance-chômage est bon? Il est bon non seulement pour les travailleurs, mais également pour les collectivités lorsque la conjoncture est difficile, lorsque le prix du nickel ou du pétrole baisse, qui sont des changements qui sont indépendants de la volonté de la collectivité.

M. Eastcott: Oui, nous savons que cet aspect existe. Et nous le voyons peut-être dans un contexte encore plus large de ce que vous lui donnez. Les gens de Sudbury qui travaillent chez Inco et chez Falconbridge avaient souvent travaillé pendant beaucoup d'années et avaient contribué à la caisse d'assurance-chômage, et en tant que cotisants, ils méritaient les prestations. Ce n'est pas à eux que nous faisons allusion lorsqu'on parle des municipalités de Toronto. Je pense qu'il faut définir très clairement qui va bénéficier du régime. Si un travailleur se trouve en chômage, sans que ça soit de sa faute, et s'il a cotisé au régime, il mérite de toucher les prestations. Sudbury, qui est une ville qui n'a qu'une industrie, l'exploitation minière du nickel—et je connais très bien Sudbury, j'y ai passé pas mal de temps—constitue un cas spécial.

Mais on ne peut pas tenir compte de tous les cas spéciaux dans une seule loi. Et on ne peut pas s'attendre à ce que les Canadiens continuent de payer de plus en plus